

<https://divergences.be/spip.php?article4275>



Est-ce le moment pour « bombarder les voies ferrées » à Gaza ?

- Aujourd'hui - 2025 - septembre 2025 -

Date de mise en ligne : lundi 28 juillet 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#) Alors que l'anéantissement de Gaza est en vue, la question est de savoir ce qui peut inciter à une intervention mondiale pour mettre fin au génocide israélien – et quelle forme elle prendra.

On dit souvent que la guerre d'Israël contre Gaza est le premier génocide retransmis en direct. Les derniers cris et le dernier soupir tragiques d'Hind Rajab ont été diffusés sur Internet pour que chacun puisse les entendre. Les soldats israéliens publient fièrement des vidéos de leurs atrocités et de leurs destructions sur TikTok. Les courageux Palestiniens ont acquis une immense audience sur les réseaux sociaux, les internautes se connectant chaque jour pour témoigner de la faim, des déplacements et de la terreur. Plus de personnes dans le monde ont été exposées en temps quasi réel à des images crues de massacres et de famine que jamais auparavant.

Ce qui n'est pas unique dans le génocide de Gaza, c'est que les dirigeants mondiaux – les seuls à avoir les moyens de l'arrêter – sont au courant des actions et des intentions d'Israël depuis le premier jour. Et ils n'ont pratiquement rien fait pour l'arrêter.

Les supplications des affamés, les images de corps décharnés, la déshumanisation sur laquelle reposent tant de cruauté et de souffrances me rappellent les écrits, les images et le vécu des Juifs que les nazis ont emprisonnés et affamés dans le camp de concentration de Bergen-Belsen. Ma mère était l'une de ces personnes, petite à l'époque, enfermée dans des espaces de plus en plus surpeuplés, avec de moins en moins de nourriture chaque semaine.

Hanna Levy-Hass, mère d' Amira Hass, journaliste à Haaretz, mourait de faim à Bergen-Belsen, aux côtés de ma mère, peut-être dans la même caserne. Hanna fut l'une des rares personnes à tenir un journal intime tout au long de son séjour à Bergen-Belsen, journal qui a survécu et a été publié plus tard .

En février 1945, elle écrivait : « La faim m'accable. Je sens mes forces physiques et intellectuelles diminuer. Les choses m'échappent, je ne peux pas réfléchir correctement, je n'arrive pas à saisir les événements, je n'arrive pas à saisir toute l'horreur de la situation. »

« Notre faim n'a fait que s'intensifier », poursuivait le journal. « Nos corps ont été détruits, nous nous traînons tous comme des chiffons ; des hommes tombent littéralement par terre d'épuisement et finissent par mourir de faim, aussi simple que ça. »

Quatre-vingts ans plus tard, dans une dépêche envoyée cette semaine de Khan Younis, dans le sud de Gaza, la journaliste de +972 Magazine Ruwaida Amer écrit : "Depuis environ un mois, cependant, j'ai perdu la capacité de suivre les nouvelles. Je n'arrive plus à me concentrer. Mon corps s'effondre".

"Nous quittons rarement la maison, de peur que nos jambes nous lâchent", poursuit Mme Amer. "C'est déjà arrivé à ma sœur : alors qu'elle cherchait dans la rue quelque chose, n'importe quoi, pour nourrir ses enfants, elle s'est soudain effondrée sur le sol. Son corps n'avait même plus la force de rester debout."

L'une des questions qui m'a toujours hanté à propos de l'Holocauste est de savoir ce que les gens ordinaires auraient pu faire pour empêcher les massacres et les déportations. Bien entendu, de nombreuses personnes ont sauvé d'innombrables Juifs en les cachant ou en les faisant passer clandestinement, au péril de leur vie et de celle de leur famille. On connaît moins le très petit nombre de grèves générales et de manifestations de masse. Au début

de l'année 1941, par exemple, environ 300 000 personnes ont fermé la ville d'Amsterdam pour tenter d'arrêter la machine nazie à déporter et à tuer.

Selon le Musée national américain de la Seconde Guerre mondiale, "ce sont les conducteurs de tramway et les équipes d'assainissement qui ont commencé. Les dockers les ont rapidement rejoints. Les travailleurs à vélo sonnaient aux portes des maisons et arrêtaient la circulation dans les rues, implorant les conducteurs de se joindre à eux. Les usines ont fermé. Les bureaux, les magasins et les restaurants sont restés vides". La réponse nazie est féroce, meurtrière et efficace : Les forces allemandes ont tué neuf participants à la grève lors d'affrontements dans les rues, en ont blessé des dizaines d'autres, et ont ensuite exécuté 18 manifestants qui avaient tenté d'organiser une autre action.

Aucune mobilisation de masse similaire ne s'est jamais reproduite, et les nazis ont tué plus des trois quarts des Juifs néerlandais dans les années qui ont suivi. Si l'action populaire de masse ne suffisait pas, une intervention militaire étrangère aurait pu sauver d'innombrables vies, voire arrêter complètement le génocide. En effet, dès 1944, des dirigeants juifs ont fait pression sur des représentants du gouvernement américain pour qu'ils bombardent Auschwitz et les chemins de fer qui y transportaient les Juifs.

En 2013, dans un discours destiné à rallier le soutien international en faveur d'une action militaire contre l'Iran, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré : "Les dirigeants alliés étaient au courant de l'Holocauste pendant qu'il se déroulait. Ils comprenaient parfaitement ce qui se passait dans les camps de la mort. On leur a demandé d'agir, ils auraient pu agir, et ils ne l'ont pas fait".

Lors d'une autre cérémonie consacrée à l'Holocauste, quatre ans plus tard, M. Netanyahu a été encore plus précis : "Si les puissances mondiales avaient agi en 1942 contre les camps de la mort - et il aurait suffi de bombarder les camps à plusieurs reprises -, elles auraient pu sauver quatre millions de Juifs et la vie de plusieurs millions d'autres. Les Alliés savaient - et n'ont pas agi".

En septembre dernier, lors d'une conférence organisée par le magazine new-yorkais Jewish Currents, la question de savoir comment arrêter ce génocide était incontournable. Au cours d'une séance, un membre du public a interpellé un diplomate sud-africain de haut rang, Zane Dangor, en lui demandant pourquoi, "au lieu d'envoyer nos meilleurs avocats à La Haye, pourquoi n'envoyons-nous pas nos meilleurs généraux à Gaza ?

La réponse de M. Dangor, selon laquelle un soutien militaire ne ferait qu'aggraver la situation, était sobrement ancrée dans le vaste déséquilibre de pouvoir entre Israël, qui bénéficie du soutien apparemment inconditionnel de la plus grande superpuissance du monde, et les quelques nations qui ont le courage de l'affronter.

Il y a quelques semaines, j'ai rencontré M. Dangor lors d'une réunion d'urgence du groupe de La Haye à Bogota, où les représentants de 30 pays s'étaient réunis pour discuter des mesures concrètes à prendre pour mettre fin au génocide à Gaza. Dans son discours d'ouverture, M. Dangor a rappelé aux États participants qu'ils "ont la responsabilité ultime de garantir et de protéger les droits inaliénables du peuple palestinien".

Les États-Unis ont menacé tous les participants, déclarant qu'ils "défendraient agressivement leurs intérêts, leur armée et leurs alliés, y compris Israël, contre une telle guerre juridique et diplomatique coordonnée". Mais 12 des 30 pays, dont aucun n'a l'influence ou la force de défier une superpuissance, ont résisté à la pression américaine et annoncé un embargo sur les armes à destination d'Israël, ainsi que d'autres mesures commerciales et des actions visant à poursuivre les criminels de guerre israéliens.

Il existe, bien entendu, tout un éventail d'interventions potentielles qui se situent entre le "bombardement des voies",

Est-ce le moment pour « bombardier les voies ferrées » à Gaza ?

l'embargo sur les armes et l'inaction totale. Des centaines d'organisations mondiales et palestiniennes de défense des droits de l'homme et de la société civile ont récemment appelé les pays du monde entier à se joindre à un convoi humanitaire, "en envoyant des missions diplomatiques officielles - au plus haut niveau possible - pour accompagner les camions d'aide qui attendent déjà au point de passage de Rafah, et pour entrer à Gaza à leurs côtés".

Il est temps d'agir concrètement, et toutes les options doivent être mises sur la table.

Michael Schaeffer Omer-Man

Post-scriptum :

Michael Schaeffer Omer-Man est le directeur du programme Israël-Palestine de DAWN. Ancien rédacteur en chef du magazine +972, il est également coauteur du prochain ouvrage, « De l'apartheid à la démocratie », à paraître aux Presses de l'Université de Californie.